

Des limites de la transition :
pour une décroissance délibérée

Collection L'autre économie
dirigée par Bruno Bauraind – GRESEA

Romain Gelin

Des limites de la transition : pour une décroissance délibérée



Couleur livres

La publication de cet ouvrage a été encouragée par une subvention accordée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Illustration de couverture : © Banksy, *Love is in the air (Flower thrower)*,
www.banksy.co.uk, Miquel C., flickr.

Editions Couleur livres asbl

4, rue André Masquelier – 7000 Mons

Tél. 00 32 65 82 39 44 – Courriel : edition@couleurlivres.be

ISBN : 978-2-87003-903-8

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

© 2019, Couleur livres asbl, Bruxelles.

D/2019/0029/11

www.couleurlivres.be

Sommaire

Préface.....	7
Introduction	11
Chapitre 1 :	
La question environnementale : hier et aujourd’hui.....	15
Croissance et énergie.....	15
Une relation statistique	19
Croissance et environnement	24
Inégalités “environnementales”	31
Anthropocène ou capitalocène ?	32
Environnement et capitalisme	34
“Sus aux mineurs”	39
Chapitre 2 :	
Les limites des solutions techniques	43
Économie circulaire ou économie linéaire ?.....	43
La production : écologie industrielle et écoconception.....	45
Consommation : économie de fonctionnalité et “3R”	50
Fin de vie des produits : recyclage et valorisation.....	56
Le paquet “économie circulaire” de l’UE	59
La roue percée de l’économie circulaire ?	60
La transition énergétique	62
Les énergies renouvelables et décarbonées.....	63
L’efficacité énergétique.....	72
Le stockage	76
Quelle transition énergétique en Belgique ?.....	81
Le capitalisme verdi	89
Géo-ingénierie	89

Industrie 3.0, l'environnement et les Barbapapa	91
Limites en termes d'utilisation des ressources	95
Le capitalisme vert ou les mirages de la technique.....	99
Chapitre 3 :	
Vers une décroissance délibérée	101
Décroissance : de quoi parle-t-on ?.....	101
"Décroissance de tout ?"	103
"La décroissance :	
ennemie de la lutte contre la pauvreté ?"	105
La décroissance, c'est le chômage de masse assuré.....	107
"La décroissance serait technophobe".....	110
Et le Sud dans tout ça ?.....	113
La décroissance : subie ou délibérée ?.....	114
Quelle économie dans une société sans croissance ?	117
Produire, mais à quelle fin ?	118
Quel cadre commercial pour quels échanges ?.....	122
Quel financement de l'économie ?.....	125
Quel rapport au travail dans une société décroissante ?.....	131
Comment délibérer collectivement la décroissance ?	139
Démocratie ou écofascisme ?.....	140
Des obstacles "économiques"	
à la prise de décision collective.....	141
Des alternatives existantes	146
Décisions collectives : quelle échelle pertinente ?	149
L'individu et le collectif.....	152
Des principes à la pratique.....	153
Décoloniser l'imaginaire	157
Conclusion	161

Préface

Paul Ariès

*Directeur de l'Observatoire international de la Gratuité,
Rédacteur en chef de la revue "les Zindigné(e)s",
Auteur de "Écologie et cultures populaires" (Éditions Utopia).*

Le livre de Romain Gelin mérite largement le détour, que le lecteur souhaite simplement s'informer en toute honnêteté intellectuelle sur les thèses qui s'affrontent en matière de transition écologique ou qu'il soit un acteur des divers courants de la décroissance. Chacun trouvera de quoi nourrir sa réflexion et ses engagements, car ce travail satisfait aux trois conditions qui font un bon ouvrage.

- 1) La richesse de l'information scientifique et technologique, car cette connaissance est indispensable pour qui ne souhaite pas être victime des mirages scientistes que vend le capitalisme vert. Ce double rejet de la technophilie et de la technophobie s'avère être la condition même d'un véritable travail à prétention scientifique. La décroissance que j'aime est aussi dans ce domaine une décroyance par rapport au fantasme de toute-puissance. Nous avons besoin de science et de technique, mais l'innovation est impuissante sans créativité sociale, c'est-à-dire sans changement de nos modes de pensée, de notre rapport à la terre et au vivant. Face à tous ceux qui répètent, tel un mantra, que la science aura réponse à tout, avec, par exemple, les techniques de manipulation du climat, le transhumanisme, les biotechnologies alimentaires, nous devons rappeler, avec Albert Einstein, que ceux qui ont la tête sous forme d'un marteau voient tous les problèmes sous forme de clou, nous devons donc changer de regard, c'est-à-dire de paradigme, nous devons ainsi refuser l'idée d'un monde sans limites, nous devons affirmer notre non-toute-puissance...

- 2) L'excellente connaissance des milieux de l'écologie et notamment de ceux des diverses familles de la décroissance dont Romain Gelin témoigne lui permet de faire bénéficier les lecteurs d'un accès direct à une pensée riche, diverse donc complexe. Savoir présenter ce qui fait débat de façon simple n'est pas si évident, d'autant plus qu'il ne cache pas ses propres préférences. Romain Gelin est de ceux qui considèrent que les discours en vogue sur la croissance verte ne sont que des avatars de la notion de développement durable qui n'est qu'une promesse intéressée de polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps. La décroissance que j'aime ne consiste pas à faire la même chose en moins, ce n'est donc surtout pas d'appeler les gens à se serrer la ceinture, un peu, beaucoup, passionnément ou même à la folie, c'est d'inventer d'autres modes de production et de consommation, bref d'autres modes de vie, d'autres conceptions de la vie bonne. Nous ne devons pas laisser le système dominant claquemurer notre imaginaire en nous imposant d'accepter les solutions qu'il suggère. C'est pourquoi la décroissance sera tout autant une mutation anthropologique que strictement économique, sociale, technique.
- 3) Romain Gelin multiplie les allers-retours entre théorie et pratique prouvant une fois de plus que l'écologie est bien toujours du côté du "penser global, agir local" et qu'on ne fait œuvre utile, face aux effondrements qui viennent, qu'en esquissant des débuts de solutions pour ici et maintenant, en l'espèce, pour la Belgique. La décroissance que nous aimons ne plaque pas des solutions toutes faites sur des contextes différents, mais fait de la prise en compte de la richesse du vivant des réponses toujours diversifiées.

Je pourrais me contenter de ce triple constat pour dire que cet ouvrage mérite grandement d'être lu et débattu, ce que je reconnais également à des titres avec lesquels je ne partage pas l'orientation, mais je me trouve, en l'espèce, en toute sympathie, avec les thèses défendues, parfois simplement esquissées, par Romain Gelin. Mes seuls désaccords, mais ils sont ténus et sans conséquence, concernent le caractère prétendument non récupérable du terme de

décroissance, car l'histoire de notre mouvement prouve que nous devons sans cesse nous démarquer de quelques faux amis...C'est d'autant plus nécessaire que la décroissance, pas plus, mais pas moins que le développement durable, n'est un concept scientifique, il s'agit d'un simple mot obus servant à décoloniser nos imaginaires, appelant à en finir, à gauche comme à droite, avec toutes les idéologies qui appellent à croître en rond et sans fin... C'est pourquoi aussi je n'ai jamais cru dans l'alternative entre une décroissance imposée ou choisie préférant parler d'une décroissance émancipatrice face à une austérité toujours aliénante.

L'essentiel est que nous nous retrouvions avec Romain Gelin pour répéter que nous refusons tout fétichisme du vocabulaire et que nous sommes prêts à travailler avec tous les courants, dès lors qu'ils campent du côté de l'égalité, de l'émancipation, de la désaliénation, dès lors qu'ils refusent de laisser ouvertes les "veines" de la terre, qu'ils condamnent l'extractivisme, qu'ils acceptent de soumettre l'économie, la technique, aux lois du vivant. Je crois que nous sommes bien placés pour rapprocher, par exemple, le mouvement des Gilets jaunes et les Marches pour le climat dans le cadre de ce qu'on nomme l'écologisme des pauvres. C'est aussi ma façon de répondre à l'interrogation du préfacier s'interrogeant sur les raisons qui ont poussé l'auteur à le solliciter.

L'écologisme des pauvres c'est cette conviction que si les riches bousillent la planète en raison de leurs modes de vie, les gens ordinaires peuvent la sauver, non pas parce qu'ils seraient démunis, ce qui est le point de vue des riches ne concevant les milieux populaires que de façon négative, en économie le manque de pouvoir d'achat, en psychologie le manque d'estime de soi, en éducation le manque de culture, en politique le manque de participation, mais parce qu'ils ont justement d'autres richesses, d'autres rapports au travail, à la consommation, au temps, à l'espace, à l'argent, à la nature, aux loisirs, à la maladie, à la mort, donc à la vie. Les gens ordinaires ne sont pas parfaits, ils peuvent être des salauds, spontanément racistes, sexistes, homophobes, mais ils constituent aussi des réservoirs d'autres styles de vie, d'autres modes de vie, c'est tout

ce dont nous avons besoin pour multiplier les pas de côté et préserver une Terre-pour-l'humanité. Les gens ordinaires ne sont pas ainsi des riches auxquels il ne manquerait que l'argent, ils sont d'abord des "gens de peu" (Pierre Sensot), sachant faire de ce peu un état suffisant, des gens du commun, sachant que leur première et seule richesse c'est ce qu'ils bricolent ensemble, la solidarité, le partage, les communs.

Le changement de paradigme auquel appelle Romain Gelin me semble d'abord ancré dans ces territoires sociaux, des milieux populaires. Ce n'est qu'en choisissant intellectuellement ce regard, en devenant ainsi des voyants comme nous y appelait Arthur Rimbaud, ce n'est qu'en luttant aux côtés de ces gens ordinaires, que loin de nier l'intérêt que peuvent avoir les innovations en matière d'économie circulaire, d'écologie industrielle, d'écoconception, d'économie de la fonctionnalité, etc., que nous pouvons échapper au caractère inflexible du capitalisme, de sa capacité à tout digérer, à en tirer profit, d'abord économiquement, mais aussi en produisant le type d'humains dont sa logique a besoin. Sans cette capacité à rendre visible l'invisible, les autres façons de vivre, de penser et même de sentir, toute solution technique (aux effondrements en cours) est vouée à l'échec ! Notre grande chance comme le remarque Romain Gelin c'est que beaucoup de ces pratiques données pour innovantes étaient déjà la règle avant l'avènement de la production/consommation de masse. C'est donc en soumettant ces innovations technologiques à une créativité sociale, en faisant aussi parfois du neuf avec du vieux, que l'on pourra éviter que le développement de l'énergie renouvelable fasse passer d'une dépendance au pétrole à une dépendance accrue au métal, que les progrès en matière de motorisation ne débouchent pas nécessairement sur un effet rebond. La réponse est donc bien, comme le soutient Romain Gelin, autant du côté de l'appropriation sociale des moyens de production que de la mutation des modes de vie.

Introduction

Le monde francophone (belge et français) a été secoué par deux mouvements sociaux d'ampleur entre la fin 2018 et la première moitié de 2019 : les gilets jaunes et les marches pour le climat, réunissant chaque semaine dans les rues des grandes villes des dizaines de milliers de manifestants durant plusieurs mois.

De prime abord, les deux mouvements ne laissent pas apparaître beaucoup de points communs, tant dans leurs modes d'action, d'organisation, leur radicalité que dans les profils de leurs participants. Pourtant, l'un comme l'autre ont fait tache d'huile, parvenant tant bien que mal à imposer leurs revendications à l'agenda médiatique, et recueillant un soutien relativement large dans l'opinion publique.

Si les deux mouvements n'ont pas su réellement converger, ils ont au moins permis de replacer deux problématiques cruciales au centre des débats. En effet, le mouvement des gilets jaunes a éclaté en France avec la hausse de l'écotaxe qui devait renchérir le prix des carburants, tandis que les marches pour le climat fustigeaient l'inaction des gouvernements en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique et les engagements non tenus, notamment ceux pris lors de la COP 21. Dans les deux cas étaient portés à la fois le besoin de justice sociale, d'une meilleure répartition des richesses et d'un sursaut à propos de la question climatique, nécessitant implicitement un changement de cap dans la manière dont l'économie et la prise de décision collective sont envisagées.

La question écologique est un motif de préoccupation de plus en plus important depuis plusieurs décennies. Les rapports successifs du GIEC, la multiplication des publications, documentaires, reportages télévisés, mais également les manifestations étudiantes pour le climat, d'une ampleur inédite au niveau international, le démontrent régulièrement. En parallèle, les inégalités de revenu, d'accès à l'énergie, aux matières premières, à des soins et services de bases s'accroissent, tant au sein des pays qu'entre pays et régions

du monde. Un signe de l'essoufflement d'une économie ne raisonnant que par la croissance et le marché et plus largement, du mode de production capitaliste.

Ces constats sont déjà bien établis et nous ne reviendrons que très rapidement dessus. L'objectif du présent ouvrage n'est pas de proposer une nouvelle démonstration du désastre écologique ou de l'urgence de revoir nos modes de production, d'échange et la manière dont nous répartissons des richesses. Il s'agit par contre d'inviter le lecteur à réfléchir aux causes de ce marasme, aux solutions avancées et à leurs limites, pour tenter d'en imaginer d'autres.

Pour ce faire, nous reviendrons sur les origines de la crise écologique en questionnant deux de ses aspects : notre rapport à la croissance et la responsabilité différenciée dans l'origine de cette crise. La première partie de l'ouvrage s'attèlera ainsi à tenter de comprendre les ressorts de la crise écologique en questionnant tout d'abord l'idée, quasi indéboulonnable, de la nécessaire croissance. L'écrasante majorité des politiques économiques visent en effet une maximisation de la croissance économique, c'est-à-dire du PIB. La première question qui nous intéressera portera sur les déterminants de la croissance, et plus particulièrement sur l'importance des flux de matières premières minérales et surtout d'énergie nécessaires pour y parvenir. Nous nous intéresserons ensuite à la disponibilité de ces ressources naturelles (risque-t-on une pénurie ?), mais également aux impacts et effets externes de leur extraction, de leur production et de leur consommation ainsi qu'aux inégalités dans l'accès à ces matières premières au niveau international.

Ces questionnements nous conduiront à nous interroger sur les responsabilités différenciées dans la crise écologique que nous connaissons et à nous demander si l'anthropocène – l'ère géologique caractérisée par l'impact de l'activité humaine – est effectivement le fait de l'humanité dans son ensemble, ou si certaines classes sociales n'en portent pas une responsabilité plus lourde. Le récit de la crise écologique ne serait ainsi plus seulement lié à la science, à des innovations politiquement neutres (le charbon, le pétrole), ou

à une évolution indéfinie, mais aussi le fruit de rapports sociaux, économiques et politiques.

Une fois ces constats établis, nous nous interrogerons sur les solutions promues par les pouvoirs publics et de nombreux acteurs économiques pour minimiser l'impact du changement climatique et de la crise écologique. Afin de réduire l'empreinte de l'exploitation des ressources naturelles et de leur consommation, une batterie de solutions – surtout d'ordre technique – nous est proposée pour parvenir à une économie plus “propre” et à un “développement soutenable”. Cette seconde partie s'attachera à étudier ces solutions que sont l'économie circulaire, la transition énergétique ainsi que la révolution numérique en tentant d'en comprendre le fonctionnement, mais également de dégager les limites tant techniques qu'environnementales de la “croissance verte” et du “développement durable”.

Finalement, forts des constats auxquels nous aurons aboutis dans les deux premières parties de notre analyse, nous réfléchirons aux contours économiques que pourrait prendre le passage d'une société de croissance à une société décroissante (ou a-croissante), la seule apte, selon nous, à replacer nos sociétés sur le chemin de la justice sociale et du maintien de notre espèce dans un environnement vivable. Cette troisième partie s'attachera tout d'abord à expliciter ce que nous entendons par décroissance, un terme qui a pu causer beaucoup de confusions et a donné lieu à de nombreuses critiques, tant de la part des partisans du *business as usual* et de l'économie capitaliste, que de courants hétérodoxes en économie (tant marxistes que keynésiens ou pro-régulation). Nous nous interrogerons enfin sur la manière dont une économie décroissante pourrait s'organiser sur le plan des échanges et du commerce, de la finance et de la fiscalité, et du travail et des revenus. La dernière section de cet ouvrage sera consacrée à la nécessité, outre le cadre économique, de revoir en profondeur la manière dont nos systèmes politiques fonctionnent en s'interrogeant sur la manière de faire société, de prendre des décisions collectives et plus globalement de se fixer des droits, mais aussi des devoirs dans un cadre démocratique.